

Étude sur le Prix d'auteurs pour l'édition savante et sur la situation du livre savant au Canada

Résumé exécutif

Mis à jour en avril 2022

Vincent Larivière - vincent.lariviere@umontreal.ca

Delphine Lobet – delphine.lobet@usaintlouis.be

Le Prix d'auteurs pour l'édition savante (PAES) est une initiative conjointe de la Fédération des sciences humaines et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), qui soutiennent ainsi directement la diffusion de la recherche canadienne en sciences humaines et sociales (SHS) et les éditeurs de livres. La Fédération reçoit du CRSH une subvention annuelle de 1 808 550 \$ qui doit lui permettre de contribuer à la publication de 180 ouvrages originaux et de 5 traductions, mais aussi d'absorber les coûts administratifs du programme. La subvention n'a fait l'objet d'aucune revalorisation depuis 2005-2006.

Les manuscrits soumis au concours sont évalués par au moins deux lecteurs externes. Sur base de leurs avis, la Fédération classe les ouvrages et octroie ses prix. Un montant de 8 000 \$ et 12 000 \$ pour les traductions est versé à l'éditeur à la parution du livre. Depuis 1941, le PAES a contribué à la publication de plus de 8 000 ouvrages.

La présente étude vise à (1) faire part des réalisations du programme, (2) interroger la vitalité du livre savant et notamment l'importance qu'il conserve comme élément structurant de la recherche en SHS, (3) comprendre comment il se finance, (4) saisir le rôle que joue le PAES dans cet écosystème et comment les éditeurs perçoivent sa contribution et, enfin, (5) proposer une série de recommandations visant à soutenir le PAES, la Fédération et le CRSH dans leur mission d'appui au livre comme véhicule de construction et de diffusion des savoirs.

Elle repose sur une analyse des données administratives du PAES et de divers jeux de données externes, sur des analyses bibliométriques et sur une revue de la littérature, notamment des rapports portant sur des questions connexes. Dix éditeurs ont également été consultés en 2018 : 6 presses universitaires (1 FR, 5 EN) et 4 éditeurs spécialisés dans les essais (2 FR, 2 EN).

Une première version de ce rapport (non publiée) a été établie en 2018. Elle a fait l'objet d'une mise à jour en 2022.

I. QUELQUES DONNÉES SUR LE PAES

Entre 2005 et 2020, le PAES a traité 4 012 dossiers, dont 78 demandes de traduction, et soutenu la publication de 2 592 ouvrages. Le volet traduction, offert depuis 2006, est sous-utilisé puisque sur les 75 subventions disponibles sur la période, 56 seulement ont été octroyées. Sur le plan disciplinaire, le PAES attire en premier lieu les ouvrages relevant de l'histoire (19 % des titres soumis et des titres publiés) et de la littérature (env. 9 %). Un précédent rapport d'évaluation (2004) notait déjà cette tendance. Le programme ne tend pas à privilégier certaines disciplines puisqu'on y constate des taux de succès relativement constants (env. 60 %).

Les University of Toronto Press, McGill-Queen's University Press et UBC Press ont à elles trois publié sur la période plus de 73,4 % des livres soutenus (27,7, 23,2 et 22,5 %). La quatrième, arrive loin derrière avec 4,5 % des publications (Wilfrid Laurier University Press). Pour les éditeurs de ce « *Big Three* », les montants perçus par le PAES sont supérieurs aux subventions du Conseil des arts ou du Fonds du livre du Canada (situation en 2014-2015, dernière année pour laquelle le Fonds du livre a publié ses chiffres). Les Presses de l'université de Montréal et Athabasca University Press sont dans le même cas. On voit donc l'importance que constitue cette source de financement pour certains éditeurs.

Bien que différents types d'éditeurs publient des livres savants en SHS – presses universitaires, éditeurs spécialisés, c'est à dire publiant principalement des essais, et maisons d'édition généralistes, les ouvrages soutenus par le PAES sont dans 95 % des cas publiés par des presses. Cette concentration est moins forte pour les livres en français (71,5 %) que pour ceux en anglais (98,5 %).

II. LE LIVRE EN SHS : OFFRE, DEMANDE, USAGES

Vitalité commerciale du livre en SHS : stabilité et surproduction

Il est très difficile d'estimer la production et la vitalité commerciale de l'édition, et *a fortiori* de l'édition savante du fait de données rares, incomplètes et inconsistantes, tant au niveau international que canadien. Les études s'accordent toutefois sur certaines tendances. La production d'ouvrages portant sur des *sujets* relevant des SHS paraît assez stable, elle suit en gros les tendances du marché du livre. Quant à la production de livres savants (presses universitaires), elle semble en augmentation au Canada et dans le reste du monde. Pour ce qui est des ventes, elles sont au mieux stable en volume. Par contre, du fait de l'augmentation des titres publiés, les unités vendues par titre diminuent. La demande ne suit pas l'offre et certains observateurs dénoncent une véritable surproduction.

La demande des bibliothèques universitaires : déclin récent et préférence numérique

La diminution des budgets d'acquisition consacrés au livre est assez récente et ne s'explique pas uniquement par la « crise des périodiques ». Le tournant des années 2010 consacre la rationalisation des politiques d'acquisition, celles-ci se basent désormais sur l'analyse des usages des collections, qui montre une forte baisse des emprunts et de la consultation de l'imprimé. Les bibliothèques privilégient par ailleurs le numérique pour l'acquisition de livres. Ces deux phénomènes grugent les revenus des éditeurs et invitent à poser la question : à l'heure d'Internet et du numérique, quelle est la valeur ajoutée du livre imprimé ? Une partie de la réponse vient de ce qu'en font les savants auxquels le livre s'adresse d'abord.

Le livre dans la communication savante : déclin et résistances disciplinaires

Les analyses des bibliographies des revues de SHS indexées dans le Web of Science mettent en évidence plusieurs phénomènes.

Partout dans le monde, entre 1995 et 2000, le rapport livres-articles se modifie au profit de l'article. Dans les revues canadiennes, le point de bascule se produit autour de 2000 et à peu près simultanément dans tous les domaines, sauf dans les champs professionnels où le décrochage est plus précoce (entre 1985 et 1990). On peut relier ce changement à l'apparition du numérique qui transforme en profondeur les modalités de diffusion des savoirs et d'accès aux ressources. Des

résistances disciplinaires suggèrent toutefois que certains savoirs se prêtent plus ou moins bien à la publication sous forme d'articles.

Dans les années 1980, le livre était déjà minoritaire en psychologie. Ce domaine des SHS jouit d'une longue tradition de communication savante par articles, probablement par affinité avec le domaine médical. On observe une résistance dans les arts et des humanités. La part des livres y diminue plus tardivement et reste prééminente (près de 70 % des citations). En littérature, la présence du livre est remarquablement stable et centrale (80 %). L'histoire, les arts et la religion conservent également une prédilection pour le livre. L'histoire est la seule discipline où la part du livre augmente très légèrement. Ce sont aussi les disciplines où il se publie le plus de livres et qui recourent le plus au PAES. Le déclin du livre au profit de la revue est par contre frappant en gestion, criminologie, études urbaines, sciences politiques, sciences de l'information.

Si l'on s'intéresse non plus au ratio livres-articles, mais au nombre moyen de livres cités dans les bibliographies, on verra qu'il augmente avec le temps (tout comme le nombre d'articles), quoique très différemment d'une discipline à l'autre. Dans les arts et les humanités, le nombre de livres et d'articles cités croissent de façon similaire. En psychologie, la courbe est presque plate : on cite à peine plus de livres en 2020 qu'en 1980, mais énormément plus d'articles.

Quant à savoir si la littérature se renouvelle aussi par les livres, il semble que oui. En effet, dans les bibliographies, l'âge moyen des livres est seulement un peu plus élevé que l'âge de l'ensemble de la littérature. Dans les arts et les humanités, on recourt toutefois traditionnellement à une littérature plus ancienne : en 2020, les livres cités ont un âge moyen de 30 ans.

Enfin, pour juger de la place du livre pour la circulation des idées, on peut s'intéresser à l'évolution de la présence de recensions d'ouvrages dans les revues et faire l'hypothèse qu'elle reflète l'importance que la communauté scientifique reconnaît au livre. À l'exception des sciences de l'information, la part qu'occupent les recensions par rapport aux autres textes diminue dans toutes les disciplines. Cette part diminue peu et reste très importante pour l'histoire et les études religieuses (plus de 60 % des contributions apparaissant aux sommaires des revues). En sociologie, sciences politiques, communication, géographie, économie, travail social..., la chute est majeure.

Le livre, la carrière académique et le développement des savoirs

Les disciplines où les chercheurs perçoivent le livre comme une forme de publication essentielle pour leur carrière sont également celles que les analyses bibliométriques ont identifiées comme les plus attachées au livre : études régionales, études classiques, littérature, histoire, arts et religion. Si d'une discipline à l'autre les chercheurs accorderont plus ou moins d'importance à la publication de livres, tous s'accordent sur la nécessité d'écrire des articles.

Au-delà d'une vision instrumentale du livre et au-delà des considérations sur les chiffres de vente et d'usage, il faut reconnaître que le livre est aussi une « technologie de la connaissance ». Il permet de développer longuement les concepts, d'interroger les cadres théoriques et de confronter les perspectives ; l'écriture elle-même fait partie de l'élaboration de la pensée. Il permet aussi d'exporter cet engagement intellectuel et les idées en dehors des cercles académiques. Le livre « apporte une contribution importante au savoir¹ », dans le chef de l'auteur comme dans celui du lecteur.

Une crise de la citation, de la découvrabilité et de l'accessibilité

¹ Mission du PAES, <http://www.idees-idees.ca/paes/faq>, consulté le 23 mai 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

Dans l'ensemble, les livres connaissent bel et bien un déclin dans l'usage qu'en font les chercheurs, même si cette tendance est moins marquée en arts et lettres. On peut avancer au moins quatre facteurs :

1. Les livres sont victimes du *publish or perish*. Dans un contexte de pression à la publication, le temps joue contre le livre. En autant de mois, on écrira plusieurs articles contre un seul livre... qui sera moins cité.
2. Dans certaines disciplines, l'article se prête mieux à la diffusion de la recherche telle qu'elle se pratique. L'économie, par exemple, est devenue une discipline empirique qui n'a pas besoin des nombreuses pages d'un livre pour se développer.
3. Plus les chercheurs diffuseront leurs travaux au sein d'articles, plus les bibliographies renvoyant à leurs travaux se composeront d'articles.
4. Un article sera immédiatement accessible en ligne et facilement repérable. Le livre, au mieux, existera sous forme numérique. Sa diffusion, son indexation et sa « découvrabilité » par les moteurs de recherche demeurent problématiques.

On a vu que les livres ont commencé à perdre de leur importance dans les bibliographies avec le développement du web. On a vu aussi que les bibliothèques tendaient à privilégier les acquisitions au format électronique. Le tournant numérique a suscité de nouvelles exigences :

- Des exigences d'optimisation du référencement par les moteurs de recherche : un livre mal référencé risque de ne pas être découvert.
- Des exigences d'accessibilité : l'utilisateur va vouloir se faire une idée de ce que renferme l'ouvrage avant de l'acheter ou de l'emprunter, ou vouloir le consulter au complet en ligne et immédiatement, comme il le fait pour les articles.

Certains auteurs questionnent la valeur ajoutée du livre imprimé et suggèrent de penser le livre comme un objet d'abord numérique, pensé pour répondre à ces exigences. L'impression serait réservée aux titres pour lesquels on s'attend à de fortes ventes ou dont on veut s'assurer qu'ils rejoignent le grand public. Les autres titres seraient imprimés à la demande avec des coûts d'impression et de distribution à la charge de l'utilisateur. C'est un changement culturel complexe qu'il ne faut pas précipiter et qui demande la coopération de toute la chaîne du livre (éditeurs, auteurs, distributeurs, usagers, libraires, agences de financement...), mais qui commence à être bien documenté grâce aux expériences des éditeurs en libre accès.

III. LE FINANCEMENT DU LIVRE SAVANT AU CANADA

Les coûts

Le livre savant coûte cher à produire, plus cher qu'une revue ou qu'un ouvrage de fiction. À moins d'accepter de transiger sur l'excellence, ces coûts sont incompressibles. Ils sont liés à l'objet-livre, dans sa forme et ses contenus, et à la structure qui encadre sa fabrication, sa promotion et sa diffusion. En 2014, l'APUC/ACUP avait calculé, pour ses quatre plus grandes presses, un coût moyen de 16 135 \$ (édition, évaluation et fabrication hors impression), une valeur proche de ce qui a été observé ailleurs et bien supérieur à « la subvention de publication de 8 000 \$ du PAES [qui] sert à payer les frais de publication² ». À quoi il faut encore ajouter les coûts de promotion, de diffusion-distribution, les droits d'auteurs, les frais généraux de la maison d'édition, et l'impression. Le prix moyen est alors doublé.

² <http://www.idees-ideas.ca/paes/editeurs> [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>]

Les revenus

Les revenus des éditeurs sont de cinq types, dont les subventions auxquelles on assimile le PAES.

Les revenus des ventes. Les livres universitaires se vendent assez peu et de moins en moins. Toutefois, les ventes ne sont pas nulles et continuent de participer à l'équilibre budgétaire. Si les presses adoptent les pratiques des entreprises commerciales, c'est moins pour générer des revenus que pour éviter de générer trop de pertes

Le support institutionnel. Les presses reçoivent de leur université mère du soutien financier et en nature. Ce soutien est essentiel pour permettre aux livres d'exister en dehors de considérations commerciales. Il est une reconnaissance des presses comme un service à la communauté intellectuelle et comme composante de l'infrastructure de la recherche. Ce soutien est pourtant régulièrement menacé par une vision managériale de l'université et la pression à l'autofinancement qui en résulte.

La contribution des auteurs. Elle n'est pas systématique mais représente un apport non négligeable à l'équilibre économique des éditeurs, des presses en particulier. Si un auteur ne veut pas soumettre son livre au concours du PAES - la plupart du temps pour des questions de délais de publication - ou si son livre n'obtient pas la subvention, il arrive qu'il soit invité à trouver du financement dans ses fonds de recherche ou auprès de son département. Ce qui donne parfois lieu à des montages financiers compliqués et des retards de publication.

Les droits de reproduction. Les modifications des dispositions sur l'utilisation équitable des œuvres protégées par le droit d'auteur dans l'enseignement (*Fair Dealing*) ont occasionné des pertes substantielles de revenus au Canada anglais. Les éditeurs québécois sont jusqu'ici protégés.

Les subventions. Elles sont octroyées selon des critères d'excellence scientifique (PAES), de contribution à la culture (ex. : Conseil des arts du Canada), de performance commerciale (ex. : Fonds du livre). Bien que le PAES n'ait pas pour premier objectif de soutenir financièrement les éditeurs – il soutient les livres –, il constitue de fait une ressource structurelle pour certaines maisons d'édition. Pour cinq presses, le montant des PAES reçus en 2014-2015 est supérieur aux montants octroyés par le Fonds du livre ou le Conseil des arts du Canada. Pour d'autres éditeurs, le financement provenant du PAES est plus anecdotique et agit davantage comme un prix que comme une subvention.

Le livre savant, parent pauvre du soutien à l'édition à la recherche

À l'exception du PAES, les subventions ne sont pas spécifiques au domaine des SHS, ce qui constitue une menace pour l'édition savante et pour l'essai en général, qui sont à la merci de changements de politique et des critères d'évaluation mal adaptés à leurs réalités. Cette menace est devenue réalité avec la révision récente du programme du Conseil des arts. Seuls sont désormais admissibles les essais littéraires. Sont donc exclus « les livres de référence et les publications universitaires, savantes ou pédagogiques [...], ainsi que les actes de colloques, à moins qu'ils ne représentent une contribution littéraire importante³ ». D'autres critères qui déterminent l'admissibilité des maisons d'édition ou des ouvrages aux subventions sont problématiques, par exemple :

- Le chiffre d'affaires réalisé par les ventes alors que les titres se vendent peu, voire pas du tout dans le cas des ouvrages en libre accès.

³ <https://conseildesarts.ca/glossaire/essai-litteraire>, consulté le 12 septembre 2018.

- Le versement de droits d’auteur, également problématique pour le libre accès, mais aussi pour les ouvrages collectifs où les auteurs abandonnent leurs droits.
- La canadienité des auteurs (citoyens ou résidents permanents) alors que la canadienité du sujet pourra substantiellement contribuer à l’avancée des savoirs.
- Le tirage minimum du livre, qui peut être trop élevé pour ce type de littérature et exclut *de facto* la publication strictement numérique vers laquelle les éditeurs pourraient tendre.
- L’interdiction de demander aux auteurs de financer leurs livres.

Face à ces difficultés, deux réactions possibles, également problématiques : « désacadémiser » le plus possible sa programmation éditoriale en espérant mieux la vendre, avec des conséquences sur la recherche telle qu’elle se diffuse et se construit, ou, au contraire, sortir le livre savant du marché conventionnel - commercial - pour gagner sur les frais de diffusion et de distribution. Les éditeurs en appellent à la responsabilité des organismes qui subventionnent la recherche, mais oublient trop souvent de considérer les coûts et plus généralement l’économie de sa diffusion – par exemple, lorsque le CRSH envisage d’imposer le libre accès immédiat aux ouvrages soutenus par le PAES.

IV. CONTRIBUTION DU PAES AU LIVRE SAVANT ET ÉVALUATION DES ÉDITEURS

En tant que *subvention*, la contribution du PAES à l’édition savante est très évidente. Mais en tant que *prix*, au niveau du livre même, l’impact du PAES à travers son existence, ses critères d’admissibilité et son processus d’évaluation est assez marginal. Les éditeurs se montrent même assez critiques à cet égard. Leurs reproches portent principalement sur les évaluations.

- Les éditeurs font évaluer leurs livres, qu’ils soient ou non soumis au PAES ».
- Sont soumis les manuscrits qui ont toutes les chances de l’emporter et qui donc ont reçu des évaluations très positives – les éditeurs doivent fournir au moins l’une des deux évaluations à la Fédération.
- Les évaluations unanimes sont donc recherchées, alors que ce sont les négatives qui sont, disent-ils, les plus constructives et qui vont sensiblement améliorer la qualité du livre.
- Ils soumettent des manuscrits très achevés, presque prêts à l’impression pour éviter de recevoir des commentaires négatifs, qui porteraient plus sur la forme que sur le fond, mais viendraient baisser la note attribuée au livre. Or, jugeant des livres dans cet état d’achèvement, le PAES ne saurait réellement influencer leur qualité.
- Toujours dans le but de recevoir des évaluations unanimes, les éditeurs soumettent des ouvrages plutôt conservateurs et publient sans le soutien du PAES les plus originaux, polémiques ou grand public.
- La plupart du temps, la décision de publier le livre précède le concours. Les projets sont rarement abandonnés faute de recevoir le prix, par contre leur publication est parfois retardée le temps de trouver d’autres sources de financement.

Le PAES ne rend pas les livres meilleurs : la qualité des livres, semble-t-il, *précède* leur passage par le processus du PAES. Il contribue par contre à cette forme de liberté académique qu’est la liberté de publier sans contrainte commerciale. Le PAES est ainsi, en tant que subvention, une ressource vitale de la communication savante et de la recherche canadienne.

V. RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LE LIVRE COMME COMPOSANTE DE L'INFRASTRUCTURE DE RECHERCHE EN SHS

Le livre savant est dans une phase complexe où se réinventent à la fois les modèles économiques, les normes techniques et les formes de communication savante. Le livre, cette forme de communication longue, différente et complémentaire de l'article, doit être reconnu comme partie intégrante de l'infrastructure de recherche en SHS, et soutenu comme tel, même s'il est appelé à changer. *Surtout* parce qu'il est appelé à changer. La situation doit inviter non pas à remettre en question l'importance du livre en SHS et à restreindre son financement, mais, au contraire à soutenir d'autant mieux les éditeurs qu'ils sont tenus d'accompagner le livre dans ces transformations.

Les éditeurs se félicitent unanimement de l'existence d'un programme tel que le PAES. Tous cependant estiment que le programme mériterait d'être revu et, plus souvent, modifié en profondeur. Plus généralement, les éditeurs en appellent à la responsabilité du milieu de la recherche et en premier lieu du CRSH. La responsabilité de financer la recherche à toutes ses étapes, y compris la dernière que constitue sa diffusion. La responsabilité aussi de ne pas imposer de mesures sans une évaluation soigneuse de leurs effets ni sans consulter l'ensemble de acteurs – le libre accès est ici directement visé.

Pour permettre au PAES, à la Fédération et au CRSH de mener à bien leur mission de soutien de la diffusion de la recherche canadienne en SHS, nous recommandons : (1) à court terme, un refinancement des montants octroyés et des ajustements simples ; (2) à moyen terme, une transformation vers une subvention globale ; (3) à plus long terme, une réflexion commune pour accompagner les mutations du livre savant.

À court terme : revaloriser les montants et ouvrir les genres

Augmenter la subvention de base et le financement des traductions, mais surtout ne pas financer moins de livres

Le montant de la subvention n'a pas été revu depuis 2005-2006. Sa revalorisation devrait au minimum refléter l'inflation. Les montants suggérés par les éditeurs vont de 9 000 à 15 000 \$. Si l'augmentation ne devait refléter que l'inflation, la subvention serait en 2018 de 9 803 \$. Si toutefois les moyens devaient rester statiques, les éditeurs préféreraient que le nombre de livres financés reste lui aussi statique, plutôt que de donner plus d'argent à moins de projets. De même, s'il fallait choisir, ils préféreraient qu'une augmentation de l'enveloppe du CRSH se traduise par une augmentation du nombre de livres soutenus plutôt que par une augmentation du montant de base.

Le 12 000 \$ de subvention à la traduction est trop faible pour souvent seulement envisager d'en faire la demande. Les éditeurs suggèrent que la subvention de traduction atteigne 20 ou 25 000 \$; ou que la Fédération calcule son soutien comme le fait le Conseil des arts (0,18 \$ le mot), en sus de la subvention de base ; ou encore que cette partie du programme soit abandonnée. De fait, cette partie du programme est sous-utilisée.

Soutenir les livres savants alternatifs

Les livres sont aussi ce par quoi la recherche sort de l'université et part à la rencontre d'un autre public. Cette volonté d'encourager le transfert des connaissances vers la société est clairement affichée par le CRSH. C'est aussi une volonté des universités et des chercheurs eux-mêmes. Le PAES peut rester un programme « élitiste », exclusivement tourné vers l'excellence scientifique et la communication savante entre pairs, ou élargir sa mission en soutenant aussi des essais moins

exclusifs dans leur public ou dont la forme et les propos sont moins académiques. Dans le cas où la mission du PAES serait élargie, les livres pourraient être soumis au concours dans deux catégories : livres savants / vulgarisation et innovation. Les consignes destinées aux deux évaluateurs seraient adaptées pour refléter les spécificités et les objectifs de chacun des deux genres.

Ceci permettrait d'élargir le bassin d'éditeurs du PAES, une ouverture bienvenue étant donné la nouvelle politique du Conseil des arts du Canada. Mais ceci viendrait également soutenir et récompenser les efforts des presses qui, sans rien céder de leur rigueur, souhaitent à l'occasion de certains projets s'adresser à un lectorat plus vaste et encourager de approches plus originales.

À moyen terme : désambigüiser la mission du PAES en faveur de la subvention globale

Le PAES souffre d'ambiguïté : il est un prix d'auteur et une subvention de fait pour certains éditeurs. Mais une subvention, distribuée de manière inefficace, qualifiée de « *old-fashioned* » par certains, et qui ne relève pas la qualité de la production éditoriale. Les éditeurs rencontrés ont tous ou presque (9 sur 10) plaidé spontanément pour une transformation du PAES en subvention globale ou répondu favorablement à cette suggestion. La subvention globale est plébiscitée pour le temps qu'elle ferait gagner, mais surtout la flexibilité qu'elle autorise dans l'allocation des montants obtenus. Il s'agit ici de laisser aux éditeurs les coudées plus franches pour réinventer les anciennes façons de faire dans lesquelles le PAES, par son financement au titre, maintient les éditeurs.

La subvention globale aurait pour les éditeurs l'avantage de :

- Libérer des ressources qui pourront être investies dans le travail éditorial et créatif, dans l'accompagnement des auteurs, dans les activités de promotion, etc., qui apportent une vraie valeur ajoutée aux livres ;
- Autoriser une programmation plus réactive, non suspendue aux décisions du PAES, plus en phase avec l'actualité, donc plus éclairante pour les débats sociaux ;
- Laisser la possibilité de publier des ouvrages aux formes moins canoniques, plus originales, qui susciteront potentiellement plus de débat et plus d'intérêt extra-académique ;
- Donner plus de champ à l'innovation, incluant :
 - La recherche des nouvelles formes de communication savante et d'évaluation,
 - La mise en place des outils, des processus, facilitant la transition vers un livre numériquement mieux référencé, mieux distribué, mieux monitoré, plus accessible,
 - La recherche de nouveaux modèles économiques,
 - L'innovation dans la promotion et la communication.

Comme suggéré par des éditeurs, la distribution des subventions pourrait s'inspirer de la méthode autrefois en vigueur au Conseil des arts du Canada, qui se basait sur les rapports de production.

Ainsi l'éditeur remettrait :

- La liste des titres admissibles publiés pendant l'année,
- La preuve qu'ils ont fait l'objet d'une évaluation par les pairs,
- Le détail des coûts de productions associés à chaque titre,
- Une présentation de sa programmation éditoriale passée et à venir, accompagnée de quelques indicateurs permettant d'évaluer l'impact qualitatifs et quantitatifs de sa production (une liste d'indicateurs pourrait être fournie par la Fédération),
- La présentation d'autres actions entreprises pour contribuer à la diffusion des savoirs et à la vitalité de la communication savante.

La Fédération jugerait de l'admissibilité des titres et de la qualité globale de la production et des activités de l'éditeur. Le montant de la subvention serait calculé sur la base des dépenses de production et pondéré par des « points de mérite » reflétant la qualité de la contribution de la maison d'édition à la communication savante canadienne. Les subventions seraient plafonnées pour éviter qu'une poignée d'éditeurs ne vide l'enveloppe.

Cette façon de faire reconnaît à la fois la qualité des livres produits et la qualité du travail fourni par les éditeurs. Elle réconcilie les deux logiques qui traversent le PAES : la logique de soutien à l'excellence académique (logique de prix) et la logique de soutien à l'édition académique (logique de subvention). Pour la Fédération, l'avantage est double : une simplification administrative et, surtout, une meilleure faculté d'évaluer et de soutenir l'excellence de l'édition savante.

À plus long terme : accompagner un écosystème en reconfiguration

Autant il est nécessaire que le livre canadien améliore et rationalise son existence numérique, autant les moyens pour y parvenir sont extrêmement compliqués à imaginer et à mettre en œuvre. Face à cette complexité et au manque de solutions matures sur différents plans – formats, outils d'édition, distribution, diffusion, préservation, commercialisation, financement... –, des consultations et des discussions doivent être entreprises, au niveau canadien, pour trouver des solutions efficaces et durables.

Le libre accès et la création d'une plateforme de diffusion numérique, par exemple, sont deux initiatives qui pourraient participer à améliorer la découvrabilité et l'accessibilité du livre et à lui rendre une meilleure place. Ce sont aussi des sujets compliqués, qui tous deux demandent beaucoup de réflexion et de collaboration. Il s'agit de bien comprendre les besoins, les implications et les conséquences des actions envisagées, et ce pour tous les acteurs de la chaîne du livre, pas seulement pour les éditeurs (chercheurs, usagers, bibliothèques, diffuseurs et distributeurs, agence de subventionnement de l'édition et de la recherche, universités et établissements d'enseignement et de recherche, librairies physiques et numériques, académiques et générales), afin de prendre des dispositions éclairées, prudentes et non contre-productives.

L'édition savante canadienne a besoin d'une force de conviction et de rassemblement pour défendre le livre, mais aussi pour fédérer les énergies, analyser en commun la situation, définir les besoins et établir des actions conjointes. Le CRSH et la Fédération ont souvent été désignés par les éditeurs comme les forces légitimes pour jouer ce rôle.

Cette consultation pourra mener à l'établissement d'une stratégie nationale pour l'édition savante, qui ne se limiterait pas à réfléchir sur l'avenir du livre mais inclurait les revues et les autres modes de communication qui se partagent un même écosystème et servent le même objectif de diffusion des savoirs.